

# Situation générale

Joe Biden a encore frappé fort la semaine passée avec son nouveau projet de plan de 1'800 milliards de dollars en faveur des familles américaines. Venant de fêter son 100e jour à la Présidence des Etats-Unis, il enchaine les actions chocs : vaccination au pas de charge et plans de relance. Son objectif est de redonner au gouvernement la main sur l'économie via des mesures budgétaires sans précédents.

Le nouveau plan, qui nécessitera l'aval du Congrès, fait suite aux deux précédents de lutte contre la pauvreté (USD 1'900 milliards) et d'infrastructure (USD 2'000 milliards) et vise cette fois les familles à revenus faibles et moyens. Il comporte la gratuité de l'école prématernelle et du collège public, un soutien aux familles pour la garde d'enfants, un financement de formation aux enseignants et la création d'un programme national de congé parental.

La nouvelle présidence américaine envisage de redonner au gouvernement la main sur l'économie via des mesures budgétaires sans précédents.

Le financement envisagé de ces nouvelles mesures devrait passer par une contribution des sociétés et des ménages américains les plus aisés. Les contribuables disposant d'un revenu annuel supérieur à USD 400'000.- verront leur taux d'imposition relevé à 39.6% maximum. L'imposition des gains en capital sera relevée à ce même taux pour les fortunes supérieures à 1 million de dollars. Le plan prévoit également la fin d'allégements fiscaux sur les gains en capital lors de successions.

Des mesures qualifiées de « socialistes » par certains, ce qui équivaut à un gros mot aux Etats-Unis. Joe Biden affiche clairement ses ambitions : réduire les disparités sociales qui culminent et redonner un rôle plus fort à l'Etat au pays du capitalisme tout azimut qui n'a jusqu'alors profité pour l'essentiel qu'à une toute petite minorité de la classe supérieure.

La Fed assurera le financement de ces programmes par l'achat de bons du Trésor scellant ainsi l'alliance historique entre le plus grand débiteur du monde (le gouvernement américain) et son plus grand créancier du moment (la Fed).

## La Fed assurera le financement des nouveaux programmes américains par l'achat de bons du Trésor.

Les publications de chiffres économiques au pays de l'oncle Sam confirment la reprise avec un PIB au premier trimestre à 6.4% qui, légèrement inférieur aux attentes, démontre la vigueur de la reprise. Malgré une poussée de l'inflation, la Fed n'entend pas réduire sa stimulation monétaire et ne se formalise pas sur ces pressions inflationnistes qu'elle qualifie de passagères se focalisant sur un objectif : une normalisation du marché du travail qui a vu la destruction de plus de 9 millions d'emplois en 2020.

Les publications des entreprises déferient sur le marché avec d'excellents résultats, en moyenne, profitant d'un effet de base extrêmement favorable puisque le trimestre de référence de 2020 était particulièrement mauvais. Tout semble donc aller vers le mieux mais la vigilance reste de mise car les attentes sont élevées et ne laissent que peu de place à la déception.





### L'essentiel en bref

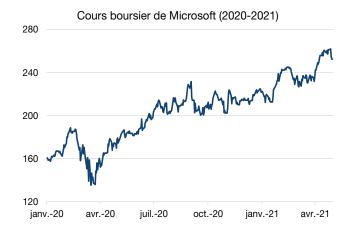
	USD/CHF	EUR/CHF	SMI	EURO STOXX 50	DAX 30	CAC 40	FTSE 100	S&P 500	NASDAQ	NIKKEI	MSCI Emerging Markets
Dernier	0.91	1.10	11'022.34	3'974.74	15'135.91	6'269.48	6'969.81	4'181.17	13'962.68	28'812.63	1'347.61
Tendance	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
%YTD	3.19%	1.49%	2.98%	11.88%	10.33%	12.93%	7.88%	11.32%	8.34%	4.99%	4.36%

(valeurs du vendredi précédant la publication)

#### Microsoft

Pour le troisième trimestre de son année fiscale 2021, Microsoft a affiché une forte croissance dans ses trois segments (Productivity and Business Process +15%, Intelligent Cloud +23%, More Personal Computing +19%). Le chiffre d'affaires global était en hausse de 19.1% à USD 41.7 mrds. Le bénéfice par action a augmenté de +45% à USD 2.03 par action contre USD 1.40 l'an passé. La compagnie s'attend à des ventes entre USD 43.6 et USD 44.5 mrds pour le prochain trimestre. Audessus du consensus.

Dans les serveurs, la progression de sa division Azure (commercial cloud) démontre son basculement réussi dans le marché de l'informatique dématérialisée. Le groupe a profité du



recours accru au logiciel de visioconférence et de messagerie instantanée Teams (avec désormais 145 millions d'utilisateurs actifs), des ventes de jeux vidéo (console Xbox) et d'un plus grand nombre de licences Windows du fait de la forte croissance des achats d'ordinateurs dans le monde.

Les craintes que la croissance se normalise après le Covid-19 ont entraîné une correction du titre d'environ -5% depuis le plus haut. Au niveau actuel du cours, l'action Microsoft se traite avec un ratio cours/bénéfice de 33. C'est certes surévalué par rapport à l'évolution de la taille absolue des ventes. Mais Microsoft garde un potentiel de croissance structurelle à long terme et présente un avantage concurrentiel. Selon les estimations, la dépense en technologie dans le PIB devrait doubler sur la prochaine décennie, notamment avec la digitalisation. Pour chaque revenu supplémentaire généré, le coût marginal devient plus bas pour Microsoft, ce qui accroit les bénéfices.

#### Auteurs et contact



**Julien Stähli**Directeur des investissements (CIO)
MBF Boston University



Françoise Mensi Dr. ès sc. éco.



Pierre-François Donzé Licencié HEC



Karine Patron

MScF Université de Neuchâtel

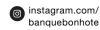


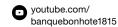
Banque Bonhôte & Cie SA - 2, quai Ostervald, 2001 Neuchâtel / Suisse - T. +41 32 722 10 00 / contact@bonhote.ch











Ce document, purement informatif, se base sur des informations récoltées auprès de sources considérées comme fiables et à jour, sans garantie d'exactitude ou d'exhaustivité. Les marchés et produits financiers sont par nature sujets à des risques de pertes importants qui peuvent s'avérer incompatibles avec la tolérance au risque du lecteur. Les performances passées reflétées cas échéant dans ce document ne sont pas des indicateurs de résultats pour le futur. Ce document ne constitue pas un conseil ou une offre d'achat ou de vente de titres ou de quelque produit financier que ce soit à l'intention du lecteur et n'engage ainsi en aucun cas la responsabilité de la Banque. La Banque se réserve le cas échéant le droit de s'écarter des avis exprimés dans ce document, notamment dans le cadre de la gestion des mandats de ses clients et de la gestion de certains placements collectifs. La Banque est une banque suisse soumise à la surveillance et à la réglementation de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA). Elle n'est ni au bénéfice d'une autorisation, ni surveillée par un régulateur étranger. Par conséquent, la diffusion de ce document hors de Suisse, comme la vente de certains produits à des investisseurs résidents ou domicillés hors de Suisse, peuvent être soumis à des restrictions ou à d'éventuelles interdictions en vertu de lois étrangères. Il incombe au lecteur de se renseigner quant à son statut à cet égard et de respecter les lois et règlements qui le concernent. Nous vous conseillons de consulter des conseillers professionnels qualifiés notamment en matière juridique, financière et fiscale pour déterminer votre position par rapport au contenu de la présente publication.